



Communiqué de presse

Coupes budgétaires au ministère de la Culture : l'USEP-SV interpelle le Premier ministre.

Comme l'an passé, à la veille de la cérémonie des Molières, dont le but est d'honorer le théâtre, le ministère des finances annonce une nouvelle « annulation de crédits » de 48 millions sur le programme création, et de près de 100 millions sur le budget du ministère de la Culture. Comme l'an passé, la loi de finances à peine votée, est déniée. Comme l'an passé, les ajustements techniques mis en œuvre pour absorber cette coupe ne cacheront pas la réalité : le ministère de la culture est maintenant une cible de Bercy.

Ces coupes à répétition fragilisent tous les services publics, et celui de la culture pour ce qui nous concerne. Nous ne pouvons plus réaliser les missions d'intérêt général qui nous sont confiées à force d'attaques budgétaires conséquentes de l'entêtement des gouvernements en matière de politique fiscale. Le dogme de la baisse des impôts provoque l'effondrement des services publics, telle est bien la réalité.

L'USEP-SV interpelle le Premier ministre et le ministre des Finances. Le ministère de la Culture, qui pèse hélas seulement 0,6 % du budget de l'État, n'est ni responsable de la dette, ni comptable des errements budgétaires de cette présidence. La coupe annoncée ce samedi est la coupe de trop ! Beaucoup de compagnies, de salles de spectacles, de festivals ne passeront pas l'année. Si le projet du Gouvernement est d'engager un plan social massif dans le spectacle vivant et la culture, le transfert vers les dépenses sociales sera immédiat ! Est-ce réellement le projet gouvernemental ?

Nos entreprises se battent au contraire pour l'emploi, pour l'emploi pérenne, et revendiquent à cet égard, la sauvegarde des crédits du FONPEPS. Si le Ministère nous affirme que les dépenses de guichets seront assurées, quels autres programmes seront impactés ? La pérennisation du FONPEPS à partir de l'an prochain, sans remettre en cause son enveloppe ni son périmètre, est pour nous une priorité. Seul dispositif en faveur de l'emploi dans le secteur, il fait partie d'un accord global en 2016 dans le cadre des négociations assurance chômage : nous demandons au Gouvernement de respecter les engagements pris.

La culture est un choix, ce n'est manifestement pas celui de ce Gouvernement.